

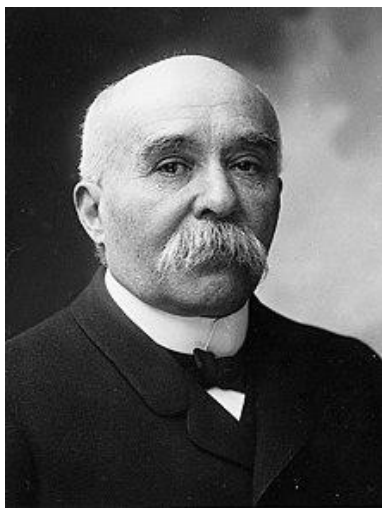
Stéphane Audoin-Rouzeau: «Nous ne reverrons jamais le monde que nous avons quitté il y a un mois»

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 12 AVRIL 2020

Stéphane Audoin-Rouzeau, historien de la guerre de 1914-1918, juge que nous sommes entrés dans un « *temps de guerre* » et un moment de rupture anthropologique.

Stéphane Audoin-Rouzeau est directeur d'études à l'EHESS et président du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. Il a publié de nombreux ouvrages consacrés à la Première Guerre mondiale et à l'anthropologie historique du combat et de la violence de guerre. **Nous l'avions reçu** pour son dernier livre, *Une initiation - Rwanda (1994-2016)*, publié aux Éditions du Seuil.

Quel regard porte l'historien de la Grande Guerre que vous êtes sur la situation présente ?



Georges Clemenceau en 1904. © Paul Nadar

Stéphane Audoin-Rouzeau : J'ai le sentiment de me trouver plongé, soudainement et concrètement, dans mes objets d'étude ; de vivre, sur un mode évidemment très mineur, quelque chose de ce qu'a été la Grande Guerre – pour les civils naturellement, pas pour les combattants –, cette référence si présente aujourd'hui. La phrase la plus frappante d'Emmanuel Macron, lors de son second discours à Mulhouse, a été celle qui a été la moins relevée : « *Ils ont des droits sur nous* », pour

parler des soignants. C'est le verbatim d'une phrase de Clemenceau pour parler des combattants français à la sortie de la guerre. La référence à la Grande Guerre est explicite, d'autant plus quand on sait que l'ancien directeur de la mission du Centenaire, Joseph Zimet, a rejoint l'équipe de communication de l'Élysée. De même, pour le « *nous tiendrons* ». « Tenir », c'est un mot de la Grande Guerre, il fallait que les civils « tiennent », que le front « tienne », il fallait « tenir » un quart d'heure de plus que l'adversaire...

Ce référent 14-18 est pour moi fascinant. Comme historien, je ne peux pas approuver cette rhétorique parce que pour qu'il y ait guerre, il faut qu'il y ait combat et morts violentes, à moins de diluer totalement la notion. Mais ce qui me frappe comme historien de la guerre, c'est qu'on est en effet dans un *temps de guerre*. D'habitude, on ne fait guère attention au temps, alors que c'est une variable extrêmement importante de nos expériences sociales. Le week-end d'avant le confinement, avec la perception croissante de la gravité de la situation, le temps s'est comme épaissi et on ne s'est plus focalisé que sur un seul sujet, qui a balayé tous les autres. De même, entre le 31 juillet et le 1^{er} août 1914, le *temps* a changé. Ce qui était inconcevable la veille est devenu possible le lendemain.

Le propre du temps de guerre est aussi que ce temps devient infini. On ne sait pas quand cela va se terminer. On espère simplement – c'est vrai aujourd'hui comme pendant la Grande Guerre ou l'Occupation – que ce sera fini « bientôt ». Pour Noël 1914, après l'offensive de printemps de 1917, etc. C'est par une addition de courts termes qu'on entre en fait dans le long terme de la guerre. Si on nous avait dit, au début du confinement, que ce serait pour deux mois ou davantage, cela n'aurait pas été accepté de la même façon. Mais on nous a dit, comme pour la guerre, que c'était seulement un mauvais moment à passer. Pour la Grande Guerre, il me paraît évident que si l'on avait annoncé dès le départ aux acteurs sociaux que cela durerait quatre ans et demi et qu'il y aurait 1,4 million de morts, ils n'auraient pas agi de la même façon. Après la contraction du temps initiale, on est entré

dans ce temps indéfini qui nous a fait passer dans une temporalité « autre », sans savoir quand elle trouvera son terme.

On parle déjà de déconfinement, est-ce une illusion comparable à ce qu'a été l'idée que la guerre serait bientôt terminée ?



Stéphane Audoin-Rouzeau © Mediapart

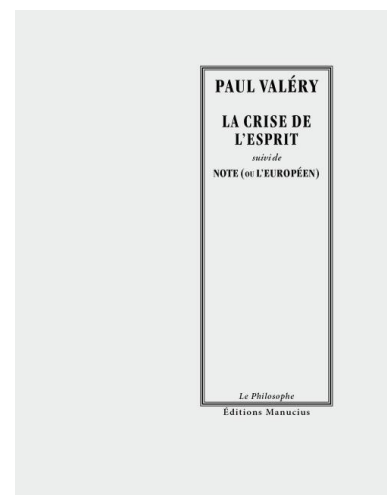
Je suis fasciné par l'imaginaire de la « sortie » tel qu'il se manifeste aujourd'hui dans le cas du déconfinement, sur le même mode de déploiement déjà pendant la Grande Guerre. Face à une crise immense, ses contemporains ne semblent pas imaginer autre chose qu'une fermeture de la parenthèse temporelle. Cette fois, on imagine un retour aux normes et au « temps d'avant ». Alors, je sais bien que la valeur prédictive des sciences sociales est équivalente à zéro, mais l'histoire nous apprend quand même qu'après les grandes crises, il n'y a *jamais* de fermeture de la parenthèse. Il y aura un « jour d'après », certes, mais il ne ressemblera pas au jour d'avant. Je peux et je souhaite me tromper, mais je pense que nous ne reverrons jamais le monde que nous avons quitté il y a un mois.

Pourquoi concevoir une telle rupture alors que, précisément, on n'est pas dans un moment de brutalisation et de violence comparable à ce qu'a été la Grande Guerre ?

Je le dis en tant qu'historien et avec une franchise qui peut paraître brutale : l'ampleur du choc économique et social, mais aussi politique et moral, me paraît nous mener vers une période tout autre. Sur le plan politique, le conservateur que je suis se sent un peu comme un pacifiste à la fin du mois de juillet 1914, qui croit encore aux progrès de l'humanité, à l'entente entre les peuples, à la bonne volonté du gouvernement.

Qui pense que les diverses internationales (catholique, protestante, ouvrière...) empêcheront la guerre, perçue comme une absurdité anachronique.

Aujourd'hui, peut-on croire comme avant à l'Union européenne, à la libre circulation des individus, des idées ou des biens, au recul continu des souverainetés nationales ? En une semaine, sont réapparues les Nations et leurs États, avec le sentiment que plus l'État-nation est puissant, mieux il s'en sort. C'est aussi l'heure des chefs : on écoutait de moins en moins les chefs d'État, me semble-t-il, et là, nous voici suspendus à leurs lèvres. Les germes d'une crise politique grave étaient déjà présents avant le Covid-19, mais je crains que demain, la crise politique soit terrible, avec une reddition des comptes potentiellement meurtrière pour la classe politique.



Mais à cela, il faut ajouter, d'un point de vue plus anthropologique, les risques d'une crise morale comparable à celle qui s'est produite après chacune des deux guerres mondiales. La Première a été un choc pour l'idée de progrès, qui était consubstantielle à la République. La fameuse phrase de Paul Valéry, « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles* », dit quelque chose de très profond sur l'effondrement de la croyance en un monde meilleur : un effondrement sans lequel on ne peut pas comprendre le développement des totalitarismes au cours de l'entre-deux-guerres. La Seconde Guerre mondiale a constitué un second choc anthropologique, non pas tellement par la

prise de conscience de l'extermination des juifs d'Europe, bien plus tardive, mais avec l'explosion de la bombe atomique qui ouvrait la possibilité d'une autodestruction des sociétés humaines.

À mes yeux, nos sociétés subissent aujourd'hui un choc anthropologique de tout premier ordre. Elles ont tout fait pour bannir la mort de leurs horizons d'attente, elles se fondaient de manière croissante sur la puissance du numérique et les promesses de l'intelligence artificielle. Mais nous sommes rappelés à notre animalité fondamentale, au « *socle biologique de notre humanité* » comme l'appelait l'anthropologue Françoise Héritier. Nous restons des *homo sapiens* appartenant au monde animal, attaquables par des maladies contre lesquelles les moyens de lutte demeurent rustiques en regard de notre puissance technologique supposée : rester chez soi, sans médicament, sans vaccin... Est-ce très différent de ce qui se passait à Marseille pendant la peste de 1720 ?

Ce rappel incroyable de notre substrat biologique se double d'un autre rappel, celui de l'importance de la chaîne d'approvisionnement, déficiente pour les médicaments, les masques ou les tests, mais qui fonctionne pour l'alimentation, sans quoi ce serait très vite la dislocation sociale et la mort de masse. C'est une leçon d'humilité dont sortiront peut-être, à terme, de bonnes choses, mais auparavant, il va falloir faire face à nos dénis.

De même qu'on avait prévu la Grande Guerre, on avait prévu la possibilité d'une grande pandémie. Par exemple, le **Livre blanc de la Défense de 2008** inscrivait déjà les pandémies comme une des menaces à envisager. Mais, comme pour la guerre, il existe toujours une dissonance cognitive entre l'événement imaginé et l'événement qui survient. Ce dernier ne correspond jamais à ce que l'on avait prévu. Ceci nous a rendu incapables de profiter des capacités d'anticipation dont nous pensions disposer.

Même si, comme chercheur, je trouve que ce confinement généralisé et interminable constitue une expérience sociale du plus haut intérêt, je crains donc que nous devions nous préparer à une sortie de temps de guerre très difficile.

De quoi dépendra que l'après soit plus difficile ou porteur d'espoir ?

Cela dépendra sans doute des modalités de la « victoire ». Je pense qu'il y aura victoire, car le virus a vocation à s'éteindre, comme s'est éteint celui de la grippe espagnole en 1918-1919. Mais le virus disparaîtra-t-il « naturellement » ou sera-t-il vaincu par nos capacités techniques et organisationnelles ? Et quel sera le prix de la victoire ? Si le bilan est très lourd, je crains alors que l'après-coup ne soit terrible. À cela s'ajoute le fait que certaines régions du monde pourront avoir le sentiment d'avoir vaincu la maladie, tandis que d'autres seront défaites, je pense notamment aux pays les plus pauvres.

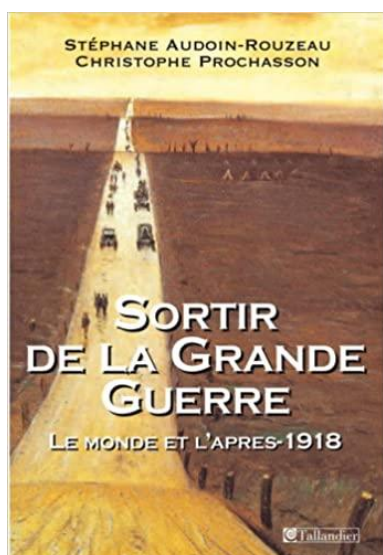
Pendant la Première Guerre mondiale en France, on n'imaginait pas vraiment le monde de l'après-guerre. Il fallait gagner, refermer la parenthèse, et puis « l'Allemagne paierait ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, les choses ont été différentes puisque la construction de la société d'après-guerre a commencé bien avant que les combats ne se terminent.

Cette fois, on a le plus grand mal à penser « l'après », même si on s'y essaie, parce qu'on sait qu'on ne sera pas débarrassés de ce type de pandémie, même une fois la vague passée. On redoutera la suivante. Or, rappelons que le Covid-19 a jusqu'ici une létalité faible par rapport au Sras ou à Ebola. Mais imaginons qu'au lieu de frapper particulièrement les plus âgés, il ait atteint en priorité les enfants ?... Nos sociétés se trouveraient déjà en situation de dislocation sociale majeure.

Je suis, au fond, frappé par la prégnance de la dimension tragique de la vie sociale telle qu'elle nous rattrape aujourd'hui, comme jamais elle ne nous avait rattrapés jusqu'ici en Europe depuis 1945. Cette confrontation à la part d'ombre, on ne peut savoir

comment les sociétés et leurs acteurs vont y répondre. Ils peuvent s'y adapter tant bien que mal, mieux qu'on ne le pense en tout cas, ou bien l'inverse.

Je reste sidéré, d'un point de vue anthropologique, par l'acceptation, sans beaucoup de protestations me semble-t-il, des modalités d'accompagnement des mourants du Covid-19 dans les Ehpad. L'obligation d'accompagnement des mourants, puis des morts, constitue en effet une caractéristique fondamentale de toutes les sociétés humaines. Or, il a été décidé que des personnes mourraient sans l'assistance de leurs proches, et que ce non-accompagnement se poursuivrait pour partie lors des enterrements, réduits au minimum. Pour moi, c'est une transgression anthropologique majeure qui s'est produite quasiment « toute seule ». Alors que si on nous avait proposé cela il y a deux mois, on se serait récriés en désignant de telles pratiques comme inhumaines et inacceptables. Je ne m'insurge pas davantage que les autres. Je dis simplement que devant le péril, en très peu de temps, les seuils de tolérance se sont modifiés à une vitesse très impressionnante, au rythme de ce qu'on a connu pendant les guerres. Cela semble indiquer que quelque chose de très profond se joue en ce moment dans le corps social.



L'ouvrage que vous aviez dirigé avec Christophe Prochasson en 2008, intitulé *Sortir de la Grande Guerre* (Tallandier), montrait notamment que la sortie de guerre n'avait pas le même sens dans

chaque pays. Pensez-vous que dans un monde confronté au coronavirus, la sortie du confinement sera très différente selon les pays ?

Nous ne sommes pas dans le même type d'événement. En 1918, il y avait des vainqueurs et des vaincus, des nations humiliées et d'autres triomphantes. Mais la gestion différentielle de la crise peut entraîner une dissociation qu'on voit déjà se profiler en pointillé. Entre les États qui s'en seront relativement bien sortis, comme peut-être l'Allemagne, et ceux qui auront été touchés de plein fouet, à l'instar de l'Italie. Entre les États qui se seront organisés en supprimant les libertés publiques, comme la Hongrie, et ceux qui auront essayé de les maintenir au moins en partie.

Peut-on aussi imaginer des changements de statut selon les professions confrontées très inégalement à la crise ?

La reprise de la phrase de Georges Clemenceau par Emmanuel Macron était discutable, mais elle dit quelque chose de vrai : les soignants vont sortir de là un peu comme les poilus en 1918-1919, avec une aura d'autant plus forte que les pertes seront là pour attester leur sacrifice. Le sacrifice, par définition, c'est ce qui rend sacré. On peut donc tout à fait imaginer la sacralisation de certaines professions très exposées, et une démonétisation de beaucoup d'autres (les métiers universitaires, par exemple ?). En termes de capital symbolique, comme aurait dit Bourdieu, les statuts sociaux vont se trouver modifiés. Pour parler de mon domaine, les sciences sociales, il se peut que des domaines entiers se trouvent démonétisés et que d'autres émergent, avec une nouvelle hiérarchie des centres d'intérêt et des priorités. Il n'est malheureusement guère possible de donner des exemples, car les sciences sociales sont dénuées de toute capacité prédictive y compris dans le champ qui leur est propre !

Peut-on déterminer la durée d'une sortie de crise ou d'une sortie de guerre ?

Il ne me semble pas. La notion d'après-guerre suggérait une date déterminant un avant et un après : l'armistice du 11 novembre par exemple ou le traité de Versailles de juin 1919. Mais la notion de « sortie de

guerre », plus riche, suggère en réalité un glissement. À la limite, on peut ne jamais sortir complètement d'un événement guerrier... Certaines en sortent, d'autres pas. On peut faire l'hypothèse que les sociétés française et britannique, par exemple, ne sont jamais sorties complètement de la mort de masse du premier conflit mondial. La notion de sortie de guerre suggère une direction, pas un segment chronologique avec un début et une fin. N'en sera-t-il pas de même pour une « sortie de pandémie » dont on ne peut connaître ni les effets ni la durée ?

Est-ce que, dès le début de la Grande Guerre, les responsabilités ont été recherchées, comme elles le sont aujourd'hui ?

Pas vraiment. En raison de l'Union sacrée, l'inventaire des erreurs commises a été remis à plus tard. Cette fois, on sent bien qu'il y aura inventaire, mais on

s'accorde globalement pour estimer qu'il n'est pas temps de le dresser au cœur de l'action. Mais « l'Union sacrée », selon l'expression du président Poincaré, le 4 août 1914, n'est qu'une suspension du combat politique. Elle ne consiste pas à dire qu'il n'existe plus d'affrontement, mais que chaque acteur a intérêt à y renoncer momentanément tout en pensant, plus tard, ramasser la mise.

De ce point de vue, les accusations actuelles me semblent n'être rien par rapport à ce qui va suivre. À la sortie, le combat politique a de bonnes chances d'être plus impitoyable que jamais, d'autant qu'on ne manquera pas de déclarations imprudentes et de décisions malvenues pour alimenter la machine. Rappelons au passage qu'en France, les unions sacrées s'achèvent en général en profitant aux droites, voire à l'extrême droite. Cette seconde hypothèse, je la redoute beaucoup pour notre pays.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.